

RAPPORT D'EXECUTION 2019

Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

PRÉAMBULE

La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un « impératif national » inscrit dans la loi¹ et fondé sur « l'égalité dignité de tous les êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation ».

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

La Stratégie Nationale de Prévention et de lutte contre la Pauvreté est articulée autour de 5 engagements :

- L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté..
- Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants.
- Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes.
- Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité.
- Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.







Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'ensemble des acteurs est indispensable, et en priorité la participation des Conseils départementaux en tant que chef de file de l'action sociale. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, l'Etat et leurs partenaires doivent s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Le fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, abondé par la loi de finances pour 2019, vise ainsi à apporter un soutien financier aux départements qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences sociales, par une convention conclue entre l'Etat d'une part, le Département et ses partenaires d'autres part.

Le présent rapport a pour but de rendre compte de l'exécution des crédits versés au titre de la convention signée le 24 juin 2019 par le préfet de département et la présidente du conseil départemental. A l'aune des fiches-actions annexées à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le rapport rappelle succinctement, action par action, les engagements et le cadre financier initial, rend compte de son exécution et des résultats atteints.

¹ Article L115-1 du Code de l'Action sociale et des familles

Etat d'avancement des engagements pris :

Légende	
	Projet qui se passe bien
	Projet avec quelques difficultés
	Projet avec de nombreuses difficultés
	Projet suspendu
	Projet abandonné
	Projet terminé

ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Mesures socles de la contractualisation

Engagement A1 : Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

Fiche A 1.1 : Autonomie des jeunes sortants de l'ASE	
Description de l'action : Eviter les ruptures de parcours des enfants pris en charge en aide sociale à l'enfance en anticipant la majorité et en élaborant un diagnostic de leurs besoins ; accompagner ces jeunes en mobilisant les dispositifs de droit commun	
Objectif : accompagner les jeunes arrivant à leur majorité chaque année ; mettre en place le protocole prévu par la loi de mars 2016 ; mettre en place l'entretien du 17ème anniversaire ; mettre en place des actions innovantes ; valoriser l'intervention de l'ADEPAPE Drôme	Date de mise en place et durée de l'action 2019
Partenaires et co-financeurs ADEPAPE Education nationale, DDCS, ARS, mission locale, CAF, Direccte, conseil régional Action déjà financée au titre du FAPI : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Budget prévisionnel figurant dans la convention Budget de l'année 2019 Part Etat = 36 000 € Part CD = 36 000 € Budget global = 72 000 €
Indicateurs : rappel 176 jeunes majeurs pris en charge au 31/12/2018 âgés de 18 à moins de 21 ans ; 243 jeunes majeurs fin 2019, soit une progression de + 39% Valeur visée : données non accessibles sur 2019 (confer mise en place d'un dispositif spécifique de remontée des données sur 2020) Valeur obtenue : fin janvier 2020 : 18 premiers contrats jeune majeur, soit 11% de la tranche d'âge ayant 18 ans en 2020 ; dont 6 ont un logement stable ; 3 ont des ressources propres et 16 sont inscrits dans un parcours d'insertion professionnel ou scolaire.	

Budget

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat

Exécuté 2019 : 72 000 € au titre de l'augmentation de l'activité jeune majeur

Prévisionnel 2020 : 72 000 €

État d'avancement du projet

Description 2019 : Mise en place d'une action « innovation » sur les sortants de l'ASE (groupe de travail 2018 > 2019 accompagné par un cabinet conseil en design de service « The Insperience.co ». Lancement des entretiens du 17 ème anniversaire au titre du projet d'accès à l'autonomie, dans le cadre des projets pour l'enfant mis systématiquement en place. Augmentation du nombre de nouveaux jeunes majeurs dans le cadre d'un contrat signé avec le département. Augmentation des budgets alloués aux jeunes majeurs au titre de l'accès à l'autonomie.

Objectifs 2020 : Mise en place du dispositif de remontée des indicateurs qualitatifs relatifs aux nouveaux jeunes (ressources propres, logement autonome et projet d'insertion professionnelle). Progression du nombre de nouveaux jeunes majeurs pris en charge au titre d'un contrat signé avec le département. Lancement d'un travail partenarial avec l'ADEPAPE pour valoriser son action auprès des sortants de l'ASE. Lancement du processus d'élaboration du protocole départemental prévu par la loi de mars 2016. Mise en place des actions innovantes élaborées en 2018-2019.

Progression :



Engagement A2 : Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles

Fiche A 2.1 : Premier accueil social inconditionnel de proximité

Description de l'action :

Elle vise à garantir un accueil de proximité de l'ensemble des usagers. Il s'agit de faire évoluer les modalités d'accueil des usagers en CMS et de renforcer la coopération avec les institutions gestionnaires de droits. Ce projet s'appuie sur l'évolution des missions des secrétaires de CMS et sur la mise en place d'outils: la réalisation d'un guide des solidarités pour améliorer la visibilité des acteurs du champ médico-social et de leur périmètre d'intervention, la prise de rendez-vous en ligne pour diversifier les modes d'accès aux CMS et réduire le nombre de rendez-vous non honorés.

Objectif

Renforcer l'accessibilité des services publics aux usagers en améliorant la coordination des différents services en interne et avec les partenaires externes, garantir une réponse à l'utilisateur. Mailler le territoire pour qu'il y ait 0 sans réponse (proximité géographique, accompagnement gradué en fonction du besoin) Mettre en place un outil de référence commun à tous les partenaires (guide des solidarités)

Date de mise en place et durée de l'action

Détermination des CMS pilotes en juillet 2019.
 Démarrage de la réflexion en septembre 2019 et lancement des contacts avec les organismes ouvriers de droits, réunion groupe de travail charte d'accueil de novembre 2019 à avril 2020 ; expérimentation nouvelles modalités de collaboration avec CAF et MSA en 2020 pour élargissement à l'ensemble des CMS 2021/2022

Partenaires et co-financeurs

CAF sur le guide des solidarités (16 000 €) et sur la méthodologie

Budget prévisionnel figurant dans la convention

Budget de l'année 2019
 Part Etat = 110 000 €
 Part CD = 110 000 €
 Budget global = 220 000 €

Action déjà financée au titre du FAPI :

☐ OUI
☒ NON

Indicateurs

	Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021	
Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes	100%	100%	100%	concerne l'accueil social global des CMS et non uniquement inconditionnel : maillage des 25 CMS + 5 antennes + 10 permanences extérieures
Nombre de structures ou lieux susceptibles de s'engager dans la démarche de premier accueil inconditionnel	0	4	14	MSAP – MFS uniquement
Nombre de structures réellement engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel	40	44	64	CMS + antennes + permanences + MSAP – MFS
Nombre de personnes accueillies par les structures engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel	26000	26000	-	

Valeur obtenue : 4 CMS engagées au 31 décembre 2019 dans la démarche ; deux organismes ouvriers de droits en expérimentation de nouveaux liens avec les CMS

Budget

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat et de la CAF.

Exécuté 2019 : 100 000€

Reste à réaliser au titre de 2019 : 10 000 € (à reporter sur 2020)

Total 2019 : 110 000€

Recrutement du chargée de mission pour mettre en place les actions du plan pauvreté rattachés à la DTAMS (coût du poste du 1^{er} juin au 31 décembre),

- Financement du développement numérique et du chargé de mission projet lapins (60 000€ dont 40 000€ pour l'outil informatique),
- Report des crédits dédiés à la plate-forme numérique, guide des solidarités (10 000€)

Prévisionnel 2020 : 246 000 € (dont 16 000 € CAF)

- dont ressources humaines : 140 000 €
- dont participations : 60 000 €
- dont prestations : 66 000 €

État d'avancement du projet

Description 2019 :

Expérimentation sur 4 CMS (Tain, Pierrelatte, Portes les Valence, Chabeuil) :

- Rencontre des Responsables de CMS, expérimentateurs du projet pour définir les axes de réflexion et diagnostiquer des axes de progrès,
- Mise en place d'un groupe de travail (secrétaires médico-sociales, un travailleur social et deux responsables) pour rédiger une charte /guide de fonctionnement de l'accueil interne
- Rencontre des partenaires organismes ouvriers de droits, Caf, msa, cpam, carsat et PE (présentation des axes du plan pauvreté, invitation à renforcer les collaborations)
- Mise en place de liens pour simplifier la résolution des ruptures de droits avec la caf (formation et outils de communication privilégiés à tester début mars) ; réactivation et test outils avec la MSA

Guide des solidarités :

- Relance et redéfinition du projet pour permettre le renouvellement de l'engagement financier de la CAF pour 2020,
- Rencontre CAF /CD pour définir le périmètre territorial d'expérimentation (EPCI) et réaffirmer le portage institutionnel CAF /CD
- Lancement d'une enquête sur les outils de l'inclusion numérique (état des lieux des structures et de leur champ d'intervention)

Prise de rendez-vous en ligne : Expérimentation lancée sur le CMS de St Vallier

- Réunions de préparation du projet pour définir le périmètre et les conditions de faisabilité du projet,
- Contribution à l'élaboration du produit numérique,
- Ajustement des conditions de faisabilité du projet,
- Participation du chef de projet au consortium start up d'Etat mis en place pour concrétiser le projet.

Objectifs 2020 :

- Finaliser la charte d'accueil de l'utilisateur, la partager avec les partenaires, expérimenter les liens avec les partenaires ouvriers de droits (ainsi que les Maisons France service, acteurs inclusion numérique...)
- Relancer la réalisation du guide des solidarités pour s'appuyer sur la transversalité de la démarche ; projet de démarrer sur un territoire avec un appui méthodologique à la mise en place et au déploiement partenarial (appel d'offre à rédiger).
- Lancer l'expérimentation des rendez-vous en ligne sur le CMS de Saint Vallier.

Progression :



Fiche A 2.2 : Référent de parcours															
Description de l'action : Cette action prévoit d'adapter l'instance de coordination partenariale existante en élargissant la possibilité pour les partenaires de la saisir et en permettant à la personne concernée d'y participer. En raison du nombre important de situations présentant des problématiques de santé publique, il est prévu de recruter 2 infirmières de santé publique, sur le Valentinois et en Drôme Provençale. L'action sera conduite parallèlement à celle de « l'accueil social inconditionnel », qui implique également la structuration et la formalisation du partenariat. Une formation-action à destination d'un groupe de professionnels de directions et métiers différents (professionnels des CMS, travailleurs sociaux, infirmiers et de la direction Enfance famille, éducateurs de l'AED), a été mise en place en vue de décloisonner les approches.															
Objectif Faire évoluer les pratiques de collaboration et coordination des professionnels Renforcer l'accompagnement des usagers au regard de la problématique « santé » Mettre en place la participation de l'utilisateur Développer le pouvoir d'agir de l'utilisateur		Date de mise en place et durée de l'action Lancement des recrutements et du projet de formation – action en septembre 2019 ; formation action de février à décembre 2020 ; prise de poste des infirmières de santé publique en janvier 2020													
Partenaires et co-financeurs Organismes médico-sociaux intervenant auprès de publics cumulant les difficultés sociales Action déjà financée au titre du FAPI : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		Budget prévisionnel figurant dans la convention Budget de l'année 2019 Part Etat = 80 000€ Part CD = 80 000€ Budget global = 160 000€													
Indicateurs <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Situation au 31 déc. 2018</th> <th>Situation au 31 déc. 2019</th> <th>Objectif 2021</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>80</td> </tr> <tr> <td>Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>300</td> </tr> </tbody> </table>					Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021	Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours	0	0	80	Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	0	0	300
	Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021												
Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours	0	0	80												
Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	0	0	300												

Budget
Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat
Exécuté 2019 : > 160 000 € Ressources humaines : <ul style="list-style-type: none"> - Temps de travail des Responsables de centres médico-sociaux consacré aux concertations, - Temps de travail du RCMS pilote dans l'ingénierie de projet et des RCMS expérimentateurs du projet, - 5 postes d'infirmières de santé publique en poste actuellement.
Prévisionnel 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - Temps des actuelles infirmières de santé publique (125 000€) - Temps de travail RCMS consacré aux concertations (30 000€), - Prise de poste de deux nouvelles infirmières de santé publique (80 000€)

État d'avancement du projet

Description 2019 :

En 2019, les concertations thématiques pluri-partenariales ont été poursuivies (concertation adulte ou concertation enfant) sur l'ensemble des territoires drômois.

Cette année a été consacrée au lancement du recrutement des infirmière de santé publique pour renforcer cette compétence au sein du département. Les délais de recrutement ont conduit à l'arrivée des professionnels en janvier 2020.

Afin d'accompagner les professionnels dans l'évolution de leurs pratiques professionnelles, le pilote du projet s'est orienté vers une formation-action à destination des professionnels de métiers et directions différents. Le cahier des charges de cette formation-action a été rédigé. Suite à l'étude des offres, Développement et Humanisme a été retenue pour mener cette formation –action sur 4 centres médico-sociaux expérimentaux (CMS Montélimar, Romans Pavignes et Roman Monnaie et Tain).

Objectifs 2020 :

Les infirmières de santé publique complémentaires vont prendre leur poste sur deux territoires afin de renforcer le soutien au regard de la problématique santé.

En 2020, les concertations thématiques pluri-partenariales vont être poursuivies sur l'ensemble des territoires drômois et adaptées sur les territoires expérimentaux.

Dans le cadre de la formation-action, deux groupes de 20 professionnels (un au nord et un au sud du département sur les périmètres des CMS expérimentaux) ont été constitués et vont suivre cette formation au cours de l'année. Elle comprendra une session de 6 jours au cours de l'année 2020 pour chaque groupe. Au premier semestre, des apports méthodologiques seront fournis puis une phase d'expérimentation débutera au second semestre 2020 et sera conclue par une journée de bilan et perspectives (de déploiement sur le département).

La fiche FAPI suivante intègre cette action :

- Accès aux droits par le renforcement de l'intervention de l'intervenante sociale en gendarmerie (ISG)

Progression :



Engagement A3 : Insertion des allocataires du revenu de solidarité active

Fiche A 3.1 : Processus d'accueil, d'orientation et d'accompagnement des publics

Description de l'action :

Le Département au regard de sa compétence insertion organise l'orientation et le droit à l'accompagnement. L'orientation se matérialise par une orientation vers un référent unique dans un délai le plus court possible. L'orientation est réalisée sur la base de données socioprofessionnelles.

Objectif

Réduire les délais
 Améliorer et simplifier les procédures
 Développer de nouveaux modes de collaboration

Date de mise en place et durée de l'action

2019 : phase de diagnostic de l'existant et mise en place de nouvelles expérimentations
 2020-2021 : mise en route de nouvelles actions et renforcement des actions existantes

Partenaires et co-financeurs

CAF, MSA, Pôle emploi

Budget prévisionnel figurant dans la convention

Budget de l'année 2019
 Part Etat = 105 000 €
 Part CD = 105 000 €
 Budget global = 210 000 €

Action déjà financée au titre du FAPI :

☐ OUI
☒ NON

Indicateurs

	Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021
Nombre de nouveaux entrants	5693	6361	-
Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	3362	4 067	100%
Nombre total de 1er rendez-vous d'accompagnement fixé	2539	1 900	70%
Nombre de 1er rendez-vous fixés dans le délai de 2 semaines	623	658	20%
Nombre total de 1er contrat d'engagement	2806	1 887	65%
Nombre de 1er contrat d'engagement dans les 2 mois	1872	1 204	50%

Budget

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat

Exécuté 2019 : 212 000 €

Ressources humaines : 110 000 €

- création de 3 postes
- redéploiement de postes

Participations : 65 000 €

- accueil collectif et diagnostics d'appui individualisé à l'entrée en dispositif RSA
- expérimentation d'alternatives au RSA des jeunes

Prestations : 37 000 €

- accompagnement dans l'organisation des tables rondes départementales de l'Insertion par l'Activité Economique
- accompagnement pour la mise en œuvre d'une GED et la numérisation des dossiers RSA

Prévisionnel 2020 : 235 000 €

- dont ressources humaines : 110 000 €
- dont prestations : 80 000 €
- dont participations : 45 000 €

État d'avancement du projet

Description 2019

1 - Les dépenses de l'année 2019 sont principalement liées à un travail de fond pour la mise en place du projet, cela a généré un temps agent très conséquent à tous les niveaux de responsabilité :

- évaluer l'existant en matière d'orientation (en l'occurrence pour la Drôme une orientation administrative),
- analyser les freins à la réduction des délais (freins techniques liées aux interfaces informatiques CAF, MSA, CD26, freins humains et accompagnement au changement),
- coordonner les services et les acteurs pour modifier, moderniser les process et pratiques (groupes de travail, mise en œuvre technique et informatique, dématérialisation, journée RSE et SIAE...),
- parangonner auprès de Départements pour analyser des modèles, former, sensibiliser les équipes et les partenaires.

2 – La deuxième source de dépenses est liée au lancement d'expérimentations :

- préparation de l'installation sur le lieu commun dédié à l'insertion et à l'emploi sur Valence,
- préparation de la mise en place de la cellule du juste droit, du contrôle et de l'orientation physique portée par des agents départementaux (réorganisation interne, recrutement, définitions des process),
- expérimentation avec un prestataire sur le territoire de la Drôme des collines d'un accueil physique pour l'orientation et la réalisation de diagnostic.

Objectifs 2020 :

L'action se poursuit en 2020. Le travail de fond qui a été réalisé permet aujourd'hui de dresser des scénarii alternatifs à celui pratiqué jusqu'alors sur notre territoire ; il permettra de définir le projet partenarial insertion / emploi, prioritairement sur le territoire de Valence, y compris avec les entités économiques du bassin d'emploi.

L'orientation devrait progressivement être assurée lors de RDV physique se déroulant en deux temps : temps sur les droits / devoirs et contrôle du juste droit, temps de remobilisation à l'emploi : des expérimentations vont être réalisées en ce sens.

Par ailleurs, de nouveaux outils seront mis à disposition des équipes et des BRSA pour la réduction des délais de transmission des listes de nouveaux entrants, la gestion dématérialisée du RSA, la mise en connexion de l'offre et de la demande d'emplois.

Enfin l'harmonisation des pratiques, la mise à jour des process en interne, avec les partenaires et les prestataires se poursuivra..

Les fiches FAPI suivantes intègrent cette action :

- Orientation et Réorientation des bénéficiaires du RSA
- Accompagnement des bénéficiaires du RSA et signature de CER
- Participation des bénéficiaires du RSA aux équipes pluridisciplinaires
- Lutte contre la fracture numérique
- Lutte contre l'isolement social par la promotion du bénévolat
- Soutien à l'insertion par l'activité économique
- Favoriser l'insertion des jeunes par la mise en place d'un dispositif d'insertion pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE

Progression :



Fiche A 3.2 : Garantie d'activité																			
Description de l'action : Le Département s'engage à dynamiser l'accompagnement des bénéficiaires en proposant un appui global, personnalisé et efficace pour un retour à l'emploi.																			
Objectif Renforcer le déploiement du dispositif d'accompagnement global porté par Pôle Emploi Cibler l'accompagnement socioprofessionnel sur les filières des territoires		Date de mise en place et durée de l'action 2019 : phase de diagnostic, nouveaux marchés, partenariats et soutiens aux projets innovants 2020-2021 : concrétisation des partenariats mis en place en 2019, mise en route de nouvelles expérimentations et renforcement des actions existantes																	
Partenaires et co-financeurs Etat, Pôle Emploi, associations, structures d'insertion et entreprises Action déjà financée au titre du FAPI : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		Budget prévisionnel figurant dans la convention Budget de l'année 2019 Part Etat = 57 726,92 € Part CD = 57 726,92 € Budget global = 115 453,84 €																	
Indicateurs <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Situation au 31 déc. 2018</th> <th>Situation au 31 déc. 2019</th> <th>Objectif 2021</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité dont l'accompagnement global</td> <td>5085</td> <td>5337</td> <td>95%</td> </tr> <tr> <td>Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par la garantie d'activité (dont accompagnement global + dont garantie d'activité départementale)</td> <td>3129</td> <td>2979</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global</td> <td>87</td> <td>90</td> <td>87</td> </tr> </tbody> </table>					Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021	Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité dont l'accompagnement global	5085	5337	95%	Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par la garantie d'activité (dont accompagnement global + dont garantie d'activité départementale)	3129	2979	-	Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global	87	90	87
	Situation au 31 déc. 2018	Situation au 31 déc. 2019	Objectif 2021																
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité dont l'accompagnement global	5085	5337	95%																
Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par la garantie d'activité (dont accompagnement global + dont garantie d'activité départementale)	3129	2979	-																
Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global	87	90	87																

Budget

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat

Exécuté 2019 : 115 500 €

Ressources humaines : 80 500 €

- redéploiement de postes

Prestations : 27 000 €

- mission de contrôle, de suivi et d'accompagnement des BRSA travailleurs non salariés

Subventions : 7 500 €

- soutien aux projets innovants en faveur des BRSA travailleurs non salariés

Prévisionnel 2020 : 120 000 €

- dont prestations : 76 000 €

- dont ressources humaines : 44 000 €

État d'avancement du projet

Description 2019

En 2019, le Département a engagé un travail de fond sur son projet emploi. En effet la garantie d'activité ne peut avoir de résultats que si elle s'appuie sur un socle solide de son écosystème local. Ainsi une première feuille de route a pu être définie et 4 axes ont été identifiés :

- Anticiper les besoins de demain, être proactif pour les filières en tension.
- Accompagner et initier des actions et dispositifs visant l'accès ou le retour en formation et à l'emploi sur les filières porteuses.
- Expérimenter des projets en lien avec les filières en tension.
- Susciter et conforter les démarches entrepreneuriales.

La Chargée de développement territorial emploi a assuré la mise en oeuvre opérationnelle de cette feuille de route :

- Cahier des charges de l'observatoire des métiers et filière en tension a été arrêté, définition des besoins en formation en lien avec la Région et le Pôle emploi.
- Réflexion sur des nouveaux format de cycles de formation à créer pour des filières telles que les services d'aide à la personne.
- Lancement d'expérimentations en lien avec des acteurs majeurs nationaux ou locaux : Service militaire volontaire, Valrhona, ARCHER, Groupe Carrefour.
- Mise en route de projets innovants tels création et ouverture aux BRSA travailleurs non salariés d'espaces de coworking et accompagnement au développement de leurs projets.

Une nouvelle gouvernance avec Pôle emploi a été mise en place pour évaluer et développer le dispositif Accompagnement global.

Enfin le cahier des charges pour les prestations à l'accompagnement socioprofessionnel a été redéfini, les délais du 1^{er} RDV et les fréquences de rencontre entre les BRSA et leur référent unique ont été revus pour un objectif de résultat plus efficient.

Objectifs 2020 :

Les objectifs de cette fiche sont renforcés. Des rencontres sont programmées entre les professionnels du Département, de pôle d'emploi et structures partenaires ou prestataires pour augmenter le nombre d'accompagnements globaux. Ce modèle a montré son efficacité et les services devront se réorganiser pour assurer sa montée en puissance. Cela pourrait à terme être développé au sein des structures missionnées par le Département et auxquelles il serait demandé de proposer des accompagnements avec un binôme conseiller emploi / travailleur social.

Des expérimentations de coaching emploi devraient également débuter cette année sur un modèle à définir (coachs internes au Département et/ou avec des structures spécialisées).

Le développement d'actions expérimentales pour l'entrepreneuriat se poursuivra (coworking, conseils, boutiques éphémères...).

Les fiches FAPI suivantes intègrent cette action :

- Mobilisation d'un réseau d'entreprises associé aux actions d'insertion menées sur le territoire par le biais de l'outil DROME CV
- Favoriser l'insertion des jeunes

Progression :



Mesures à l'initiative du Département

Fiche B 1.1 : Garantir le bon développement du jeune enfant

Description de l'action :

Le Département, au regard de ses missions en matière de Protection Maternelle et Infantile, (PMI) se doit d'organiser des actions de prévention.
 Pour cela, il a mis en place des actions collectives visant au bon développement du jeune enfant.
 Cette action s'inscrit dans l'engagement 2 de la stratégie nationale (Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants).

Objectif

Développer les ateliers de nutrition, de psychomotricité et de langage proposés aux publics fréquentant la PMI.

Date de mise en place et durée de l'action

Partenaires et co-financeurs

CAF

Action déjà financée au titre du FAPI :

☐ OUI
☒ NON

Budget prévisionnel figurant dans la convention

Budget de l'année 2019
 Part Etat = 10 000 €
 Part CD = 10 000€
 Budget global = 20 000€

Indicateurs

Valeur visée : Cinq ateliers supplémentaires seront mis en place, soit une augmentation de 200 h d'intervention de spécialistes pour ces ateliers.

Valeur obtenue : Vingt ateliers ont été proposés aux enfants pour les trois thèmes retenus.
 420 enfants et nourrissons ont participé à l'atelier nutrition.

Budget

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat.

Exécuté 2019 : 25 353€

Prévisionnel 2020 : 20 000 €
 Prestation de services : 20 000 €

État d'avancement du projet

Description 2019 :

Ateliers de nutrition, de psychomotricité et de lecture pendant les consultations de PMI dans les Centres Médico Sociaux (CMS).

Objectifs 2020 :

Renforcement des ateliers existants et mise en place de nouveaux ateliers, notamment dans des secteurs géographiques non pourvus actuellement.

Progression :



Fiche B 2.1 : Développer la médiation familiale	
Description de l'action : Renforcer l'offre existante et créer des outils d'information et de communication pour la promouvoir	
Objectif Faciliter l'apaisement des conflits et la reprise de la communication ; Favoriser les accords écrits ou oraux entre les parents ; entretenir les solidarités familiales ; Eviter les dégradations des situations pouvant conduire à des prises en charge au titre de la protection de l'enfance	Date de mise en place et durée de l'action 2019
Partenaires et co-financeurs CAF Drôme et Etat AEMF (accueil, écoute et médiation familiale) Action déjà financée au titre du FAPI : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Budget prévisionnel figurant dans la convention Budget de l'année 2019 Part Etat = 15 000 € Part CD = 15 000 € Budget global = 30 000€
Indicateurs Valeur visée : augmentation de 0.25 etp d'intervenant Valeur obtenue : + 0.25 etp d'intervenant (dont temps de psychologue) Sur 2018 : 830 familles reçues ; 886 séances de médiations ; 565 entretiens d'informations Sur 2019 : 960 familles reçues (+15 %) ; 1020 séances de médiation ; 650 entretiens d'informations	

Budget
Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat Exécuté 2019 : 30 000 €

État d'avancement du projet
Description 2019 : passage en CP en Novembre 2019. Réflexion partenariale CD/CAF/AEMF sur la conduite de l'activité et son évolution ; Augmentation du nombre d'interventions. Intensification des entretiens avec les familles sur les mercredis ; soutien aux adolescents à exprimer leurs difficultés et leurs besoins ; développement d'un espace collectif et de socialisation ; accueil de familles élargies ; ouverture d'un dimanche supplémentaire par mois ; ouverture d'une antenne à CREST Objectifs 2020 : Augmentation du nombre d'interventions ; mise en œuvre d'une réflexion sur une meilleure communication de cette intervention ; Ouverture d'une permanence sur Pierrelatte

Progression :



Fiche B 3.1 : Organiser un service itinérant de proximité

Description de l'action :

Cette action prévoit de mettre en place un service mobile dans un camping car qui offre un panel de prestations médico-sociales telles que celles offertes par les centres médico-sociaux (diagnostic des besoins, conseils et orientation, aides à l'accès aux droits, conseils de puériculture). Le véhicule est aménagé en deux espaces distincts : le premier animé par une puéricultrice de la PMI et le second par un assistant de service qui prendra également en compte les demandes qui relèvent d'autres services du département ; la demande sera transmise au service compétent pour traitement et réponse.

Le véhicule est expérimenté sur des petites communes de deux cantons éloignées des centres médico-sociaux de rattachement.

Objectif :

Rapprocher des services départementaux des habitants,

Date de mise en place et durée de l'action :

1^{er} juin 2019

Partenaires et co-financeurs :

Les institutions CAF, CARSAT, CPAM, PE, MSA qui ouvrent les droits.

Action déjà financée au titre du FAPI :

☐ OUI
☒ NON

Budget prévisionnel figurant dans la convention

Budget de l'année 2019
 Part Etat = 53 726,94 €
 Part CD = 90 000 €
 Budget global = 143 726,94 €

Indicateurs (mesure prévue en 2020)

Valeur obtenue : nombre d'usagers reçus dans le véhicule : non expérimenté à ce jour, démarrage du projet au 1^{er} mars 2020

Financement : Moyens du Département et participation de l'Etat

Exécuté 2019 : 55 726 €

Reste à réaliser : 90 510 € (facturation en 2020)

Total 2019 :

Achat et aménagement du véhicule (société PMA) : 90 510€

Ressources humaines : 54 000€

Professionnels impliqués dans l'ingénierie du projet:

- Du service marché pour l'appel d'offre,
- De la direction des politiques territoriales pour le choix des communes,
- Des équipes de travailleurs médico-sociaux impliquées (17 professionnels) et deux responsables de centres médico-sociaux (adaptation de l'aménagement aux besoins, réflexion sur le périmètre de l'offre, organisation avec les équipes, rencontre des maires des communes impliquées),
- Du service informatique (outils adaptés),
- Du service communication (conception du visuel du covering et réflexion sur le plan de communication)
- De la direction des déplacements

Prévisionnel 2020 :

- Frais de fonctionnement du véhicule (entretien, kilométrage, essence, ressources humaines) évalué à 5 000€,
- Ressources humaines dédiés au service : 40 000€ (remplacement des professionnels dans le bus),
- Valorisation du suivi et de l'encadrement du projet par les responsables des centres médico-sociaux impliqués avec les collaborateurs internes notamment articulation avec les professionnels de la direction des déplacements, de la communication et de l'informatique : 20 000€.
- L'équipement d'une antenne parabolique : 25 000€
- Réalisation des outils de communication, édito, affiches, flyer ; frais d'impression et moyens humains dédiés à la conception (en cours d'évaluation) : 10 000€

État d'avancement du projet

Description 2019 :

L'année a été consacrée à la rédaction du cahier des charges, l'appel d'offre et son analyse en vue d'acquérir et faire aménager le véhicule pour adapter les espaces aux besoins des équipes.

Une réflexion a été menée appuyée sur le schéma d'accessibilité des services aux publics afin de sélectionner le territoire ainsi que les communes pertinentes de tournée du véhicule.

Un travail important d'organisation et préparation du projet a été mené avec les responsables et les équipes des centres médico-sociaux, et l'ensemble des services support du département, les services des affaires juridiques, informatiques et techniques, les services de la communication.

Le projet a été présenté aux élus des communes ciblées partenaires et une réunion de lancement a été organisée avec les élus départementaux.

Il a été présenté aux différents partenaires institutionnels.

Objectifs 2020 :

Le travail d'organisation et structuration de l'offre se poursuit en 2020 jusqu'à la mise en place qui réorientera l'ensemble des équipes support vers l'accompagnement et le suivi étroit du projet.

L'offre de service se mettra en place en mars 2020 (début des tournées du véhicule) dans 6 communes et mobilisera les professionnels dans le véhicule. un premier bilan est prévu à la fin du premier semestre.

Progression :



Engagements du Département	Etat d'avancement au 31/12/2019			
	25%	50%	75%	100%
Autonomie des jeunes sortants de l'ASE	X			
Premier accueil social inconditionnel de proximité	X			
Référent de parcours	X			
Processus d'accueil, d'orientation et d'accompagnement des publics	X			
Garantie d'activité	X			
Garantir le bon développement du jeune enfant		X		
Développer la médiation familiale	X			
Organiser un service itinérant de proximité		X		